

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET MINIER

DCVC-EIM-CP/GM-N°98-

2

Groupe de Subdivisions de  
BETHUNE

12 JAN. 1999

D.R.I.R.E.  
Région Nord - Pas-de-Calais

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
DU NORD PAS-DE-CALAIS

11 JAN. 1999

ARRIVÉ LE  
DIVISION ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL

INSTALLATIONS CLASSEES

POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

-----  
Ville d'ARRAS

-----  
SOCIETE SOPLARIL

-----  
ARRETE IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement modifiée ;

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement modifié et notamment son article 18 ;

VU les arrêtés préfectoraux en date des 4 juillet 1972, 16 février 1973, 28 mars 1975, 18 juin 1985 et le récépissé de déclaration en date du 19 mai 1987 ayant autorisé la Société SOPLARIL à exploiter une usine de fabrication d'emballages plastiques et de conditionnement sur le territoire de la ville d'ARRAS ;

VU la demande présentée par la Société SOPLARIL en vue d'être autorisée à remplacer deux lignes d'héliogravure contrecollage par une machine d'héliogravure raccordée à un traitement des effluents gazeux conformément à l'instruction du 5 avril 1998 relative aux ateliers de reproduction graphique ;

.../...

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées en date du 3 novembre 1998 ;

**Considérant** que cette modification n'entraîne pas de changement notable dans les conditions d'exploitation de l'ensemble de l'usine ;

**Considérant** qu'il convient d'imposer :

- les prescriptions prévues par l'Instruction du 5 avril 1988 relative aux ateliers de reproduction graphique,

- la mise en conformité du site par rapport à l'Arrêté Ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

VU l'envoi des propositions de M. l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en date du 16 novembre 1998 ;

VU la délibération du Conseil départemental d'Hygiène en date du 25 novembre 1998 à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 15 décembre 1998 ;

**Considérant** que la Société SOPLARIL n'a pas formulé d'observations dans le délai réglementaire ;

VU l'arrêté préfectoral n°97-10-276 du 24 novembre 1997 portant délégation de signature ;

**SUR** la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

.../...

ARRETE :**TITRE I : CONDITIONS GENERALES****ARTICLE 1 : OBJET****1.1 - Activités autorisées**

La Société SOPLARIL, dont le siège social est situé 4/8, cours Michelet, 92800 PUTEAUX, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune d'ARRAS, les installations suivantes visées :

Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de Classement	A - D ou NC
Installation d'élimination de déchets industriels par incinération 1 incinérateur avec chaudière de récupération (2,32 MW) - 160 kg/h de déchets		167 - C	A
Dépôts aériens de liquides inflammables - Stockage en cuves enterrées * 3 cuves de 15 000 l d'acétate d'éthyle * 1 cuve de 10 000 l et 1 de 15 000 l de méthyléthylcétone * 1 cuve de 10 000 l et 1 de 30 000 l d'alcool dénaturé 99,6% - Stockage dans les bâtiments * Solvants en fûts de 200 l : 3 m <sup>3</sup> * Encres et vernis : 60 m <sup>3</sup> (bidons, fûts et containers) * Colles (en fûts de 10 à 1 000 l) : - 37 m <sup>3</sup> de colle avec solvant - 16 m <sup>3</sup> de colle sans solvant * Décapants : 600 kg en bidon de 10 à 30 kg - Solvants usagés en container de 1 000 l : 20 m <sup>3</sup>	195 m <sup>3</sup>	253 Déf. 1430	A
Installations de mélange ou d'emploi à froid de liquides inflammables Local de nettoyage 2 t Préparation des encres 9 t Préparation des colles 9 t	20 t	1433 - 2	A
Imprimeries ou ateliers de reproduction graphiques sur matières plastiques - Impression de films plastiques par héliogravure avec séchage thermique + complexage	7 t/j	2450 - 2.a	A
Traitement des métaux par voie électrolytique : procédé utilisant des liquides Atelier de chromage des cylindres 4 cuves de 1.76 m <sup>3</sup>	7,040 m <sup>3</sup>	2565 - 2.a	A

Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de Classement	A - D ou NC
Emploi de matières plastiques par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression Extrusion 16 t/j	16 t/j	2661 - 1.a	A
Emploi de matières plastiques par tout procédé exclusivement mécanique Atelier de découpage	50 t/j	2661 - 2.a	A
Séchage de vernis-colle	4 t/j	2940 - 2.a	A
Solides facilement inflammables Dépôt de poudre d'aluminium Bidons de 12 à 50 kg	200 kg	1450 - 2.b	D
Entrepôts couverts Magasins de matières premières : 1 100 t dans 19 500 m <sup>3</sup> Magasins de produits finis et expéditions : 1 500 t dans 5 820 m <sup>3</sup>	25 320 m <sup>3</sup> 2 600 t	1510 - 2	D
Installation de combustion au gaz naturel 3 chaudières 2 x 2,32 MW 1 x 3,48 MW 1 incinérateur 2,32 MW	10,44 MW	2910 - A.2	D
Installations de réfrigération et de compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, utilisant de l'eau et du fréon Groupes froid : 3 groupes de 122 kW au total Compresseurs : 3 compresseurs de 280 kW au total	402 kW	2920 - 2.b	D
Ateliers de charge d'accumulateurs pour chariots élévateurs	52 kW	2925	D
Dépôts de matières usagées combustibles à base de polymères Dépôts de déchets films plastiques Silo incinérateur 40 m <sup>3</sup> Pactainer gâche 30 m <sup>3</sup> Pactainer coextrusion 15 m <sup>3</sup>	85 m <sup>3</sup>	98 bis - B	NC
Utilisation de substances radioactives du groupe III Source radioactive krypton 85 : 400 m Ci	400 m Ci	1720 - 4°	NC

## 1.2 - Installations soumises à déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées, soumises à déclaration, citées à l'article 1.1.

## ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

### 2.1 - Plans

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

## **2.2 - Intégration dans le paysage**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

## **2.3 - Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspecteur des Installations Classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

## **2.4 - Contrôles inopinés**

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

<b>TITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU</b>
---

## **ARTICLE 3 : PRELEVEMENTS D'EAU**

### **3.1 - Origine et utilisation de l'eau**

L'établissement est alimenté par le réseau de distribution public.

La consommation annuelle est de 15 000 m<sup>3</sup>.

### **3.2 - Relevé des prélèvements d'eau**

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Le relevé des volumes prélevés doit être effectué hebdomadairement.

Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### **3.3 - Protection des réseaux d'eau potable**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.

La protection sanitaire du réseau d'eau potable public et privé doit être assurée par la mise en place de clapets de non retour contrôlables de type E.A..

## **ARTICLE 4 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **4.1 - Canalisations de transport de fluides**

4.1.1 - Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

4.1.2 - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

4.1.3 - Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

4.1.4 - Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

### **4.2 - Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

### **4.3 - Réservoirs**

4.3.1 - Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau ;

- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :

- . porter l'indication de la pression maximale autorisée en service ;
- . être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression égale à au moins 1,5 fois la pression en service.

4.3.2 - Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

4.3.3 - Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

4.3.4 - Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

#### 4.4 - Cuvettes de rétention

4.4.1 - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

4.4.2 - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres).

4.4.3 - Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

4.4.4 - L'étanchéité du (ou des ) réservoir associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

4.4.5 - Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

4.4.6 - Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers le réseau d'évacuation des eaux pluviales.

4.4.7 - Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

## **ARTICLE 5 : COLLECTE DES EFFLUENTS**

### **5.1 - Réseaux de collecte**

5.1.1 - Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

5.1.2 - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

5.1.3 - En complément des dispositions prévues à l'article 4.2 du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

5.1.4 - Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

### **5.2 - Bassin de confinement**

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doivent être recueillies. Le volume minimal de rétention sera fixé en commun accord avec l'Inspecteur des Installations Classées.

Une étude technico-économique visant à déterminer l'équipement et le volume nécessaires à la rétention sera présentée à l'Inspecteur des Installations Classées dans un délai de six mois à compter de la signature du présent Arrêté.

Les eaux devront s'écouler dans cette rétention par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de cette rétention devront pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

## **ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

### **6.1 - Obligation de traitement**

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

### **6.2 - Conception des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

### **6.3 - Entretien et suivi des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.



#### **6.4 - Dysfonctionnement des installations de traitement**

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

### **ARTICLE 7 : REJETS**

#### **7.1 - Dilution des effluents**

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

#### **7.2 - Caractéristiques générales des rejets**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ;
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

#### **7.3 - Identification des rejets**

Les différentes catégories d'effluents sont :

- les eaux domestiques ;
- les eaux usées industrielles (purges, trop plein de rinçages...) ;
- les eaux pluviales.

#### **7.4 - Localisation des points de rejet**

- Les eaux pluviales et de voiries sont collectées et rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la Communauté d'ARRAS pour être traitées dans la station d'épuration d'ARRAS.

- Les eaux domestiques et les eaux usées industrielles sont collectées et rejetées dans le réseau d'assainissement de la Communauté d'ARRAS pour être traitées dans la station d'épuration d'ARRAS.

Une convention avec le gestionnaire du réseau d'assainissement concernant le raccordement sera signée et transmise à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de deux mois à compter de la signature du présent Arrêté.

## **ARTICLE 8 : VALEURS LIMITES DES REJETS**

### **8.1 - Eaux rejetées au réseau d'assainissement**

Le rejet des eaux ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg / l)	METHODE DE MESURE
MES	30 mg/l	NFT 90105
DCO	120 mg/l	NFT 90101
DBO5	35 mg/l	NFT 90103
Azote Global	10 mg/l	NFT 90110 + NFT 90013 + NFT 90012
Phosphore total	1 mg/l	NFT 90023
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	NFT 90114
Métaux totaux	5 mg/l	NFT 90112

La température des effluents doit être inférieure à 30°C et leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5.

### **8.2 - Les eaux domestiques**

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel.

## **ARTICLE 9 : CONDITIONS DE REJET**

### **9.1 - Conception et aménagement des ouvrages de rejet**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur.

### **9.2 - Points de prélèvement**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées et du Service chargé de la Police des Eaux.

## **ARTICLE 10 : CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1°) la toxicité et les effets des produits rejetés ;
- 2°) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ;
- 3°) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
- 4°) les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre ;
- 5°) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution ;
- 6°) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux six points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services chargés de la Police des Eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

## **TITRE III : AIR**

## **ARTICLE 11 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **11.1 - Dispositions générales**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

### 11.2 - Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

### 11.3 - Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;
- des écrans de végétation doivent être prévus.

### 11.4 - Conditions de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NF X 44 052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées.

### 11.5 - Traitement des rejets atmosphériques

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

### 11.6 - Générateurs thermiques

Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie, notamment en ce qui concerne les points suivants :

Puissance thermique en MW	Combustible	Hauteur maximum de la cheminée	Diamètre maximal
2,32 MW	Gaz naturel	10,3 m	0,90 m
3,48 MW	Gaz naturel	14 m	0,78 m

### 11.7 - Rotatives héliogravure du secteur emballage

11.7.1 - L'air chargé de vapeur de solvant (COV) est capté sur l'ensemble des lignes et traité par incinération.

La détermination de la teneur des gaz émis en composés organiques volatils est effectuée par le dosage des hydrocarbures non méthaniques.

Le prélèvement de l'échantillon s'effectue dans la mesure du possible à l'aide d'une ligne chauffée.

Lorsque l'échantillonnage est réalisé avec une ligne de prélèvement non chauffée, le dosage des hydrocarbures est également effectué sur la partie condensée.

Dans ce cas, la teneur en hydrocarbures des gaz sera la somme des teneurs mesurées dans les parties gazeuses et condensées.

11.7.2 - Le volume des gaz émis est exprimé dans les conditions normales de température et de pression (0°C, 1 bar, l'eau étant supposée rester sous forme de vapeur).

11.7.3 - Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 50 mg/Nm<sup>3</sup> d'hydrocarbures non méthanique (exprimé en équivalent méthane).

Le débit maximal de gaz rejeté à l'atmosphère au 31 décembre 1998 est de 100 000 m<sup>3</sup> / heure, soit un flux maximal de 5 kg / heure.

Au 31 décembre 2000, il sera de 90 000 m<sup>3</sup> / heure, soit un flux maximal de 4,5 kg / heure.

11.7.4 - Les deux conduits de rejets à l'atmosphère possèdent une section droite suffisante pour que les mesures de débit puissent se réaliser dans les conditions de la norme NF X 44 052.

Les deux cheminées ont des hauteurs respectives de dix et quatorze mètres et un diamètre de 0,95 m et 1,5 m.

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est de 12 mètres par seconde.

#### 11.7.5 - Contrôles

##### 11.7.5.1 - Autosurveillance

Les contrôles portent sur les rejets suivants :

Paramètres	Fréquence	Enregistrement Oui - Non
Température	En continu	Oui

Les résultats sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Une campagne sur un mois devra permettre d'établir une corrélation entre les mesures de température et les rejets en COV. Elle sera organisée dans un délai de trois mois à compter de la signature du présent Arrêté.

#### **11.7.5.2 - Calage de l'autosurveillance**

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des matériels d'analyse et de la représentativité des analyses fixées (absence de dérive), l'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle quantitatif et qualitatif des différents rejets atmosphériques de son établissement, définis au paragraphe 11.7.5.1, par un organisme agréé.

Les résultats de ce contrôle sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées dès réception.

#### **11.7.5.3 - Bilan Environnement**

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 31 mai de l'année suivante, un bilan annuel de ses rejets chroniques ou accidentels sur les gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O, CFC et HCFC) ainsi qu'un bilan annuel des rejets de COV.

### **11.8 - Incinérateur de déchets industriels**

Les déchets autorisés à être traités dans l'incinérateur sont les déchets plastiques non chlorés du site.

**11.8.1** - Les gaz de combustion contiennent en marche normale plus de 7% d'oxygène et moins de 0,1% de monoxyde de carbone.

**11.8.2** - Les gaz de combustion sont, après passage dans la chaudière de récupération d'énergie, rejetés à l'atmosphère par une cheminée présentant les caractéristiques suivantes :

- hauteur minimale au débouché : 12 mètres ;
- diamètre maximal : 500 millimètres.

La vitesse d'éjection des gaz est au minimum égale à 12 mètres par seconde.

**11.8.3** - En aucun cas, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent contenir plus de :

- 50 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières totales ;
- 1 mg/Nm<sup>3</sup> de métaux lourds ;
- 1 mg/Nm<sup>3</sup> d'acide cyanhydrique ;
- 3 mg/Nm<sup>3</sup> d'élément chlore en moyenne sur une heure sans pouvoir excéder 6 mg/Nm<sup>3</sup>.

Le flux horaire est limité à 420 g de poussières totales.

**11.8.4** - En cas de dépassement de ces valeurs, l'exploitant déclenche la procédure d'arrêt d'urgence.

L'arrêt d'urgence est obtenu par l'interruption de l'admission des déchets. Pendant toute la durée de l'incinération des déchets restants, la température du four sera maintenue supérieure à 800°C et la teneur en oxygène des fumées supérieure à 7%.

11.8.5 - L'extinction, la collecte et l'évacuation des cendres doivent se faire de telle manière qu'il ne puisse en résulter d'émissions de fumées ou de poussières susceptibles de gêner le voisinage.

#### 11.8.6 - Contrôles périodiques

11.8.6.1 - Un enregistreur de température doit permettre de vérifier la température minimale exigée. Un enregistreur de la teneur en oxygène et un analyseur manuel pour monoxyde de carbone permettent de vérifier les valeurs imposées à l'article 11.8.1. L'analyseur d'oxygène déclenche une alarme sonore en cas de non respect de la valeur minimale de la teneur en oxygène des fumées.

11.8.6.2 - Les quantités de poussières contenues dans les gaz envoyés aux cheminées doivent être contrôlées et enregistrées de façon continue.

L'appareil de mesure peut être de type à principe optique.

11.8.6.3 - La teneur en acide cyanhydrique est mesurée au moins une fois par semaine selon les modalités et avec un appareillage déterminé en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées. La teneur en HCl des fumées est mesurée en continu et les résultats enregistrés. L'analyseur d'HCl déclenche une alarme en cas de dépassement de la teneur en HCl fixée à l'article 11.8.3, ce qui entraîne l'application de la procédure d'arrêt de l'installation.

11.8.6.4 - Les enregistrements des températures, des teneurs en poussières, en oxygène et en chlore ainsi que les résultats des mesures en monoxyde de carbone et acide cyanhydrique sont gardés un an et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Une synthèse des différentes mesures et des éventuels incidents de fonctionnement est adressée mensuellement à l'Inspecteur des Installations Classées.

11.8.6.5 - Des contrôles visant à vérifier le respect des articles 11.8.1 et 11.8.3 doivent être effectués tous les six mois par un organisme agréé.

Le dépouillement de ces contrôles est adressé systématiquement à l'Inspecteur des Installations Classées.

11.8.6.6 - L'ensemble de ces contrôles est à la charge de l'exploitant.

### TITRE IV : BRUIT

#### ARTICLE 12 : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

##### 12.1 - Construction et exploitation

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits, transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables aux installations :

- l'Arrêté Ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

### 12.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

### 12.3 - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### 12.4 - Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	Période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Limites de propriété	65	55

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les valeurs admissibles d'émergence fixées dans le tableau ci-dessus ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au delà d'une distance de 200 mètres de la limite de propriété.



## 12.5 - Contrôles

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'Installation Classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

## TITRE V : DECHETS

### ARTICLE 13 : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

#### 13.1 - Généralités

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets.

#### 13.2 - Nature des déchets produits

Référence nomenclature	Nature du déchet	Quantité annuelle produite en tonne	* Filières de traitement
08-03-99	Solution de chromage Déchromage	5	IS - IE
08-03-02	Solvants usagés non halogénés	300	IS - IE
15-01-02	Déchets plastiques	500	IS - IE - DC2
19-01-04	Suie et cendres d'incinération	5	DC1
08-03-99	Métaux	50	VAL
15-01-03	Palettes usagées	50	VAL
20-03-01	Déchets Industriels Banals en mélange	2 500	IS - IE - DC2
20-01-01	Papier, carton	3 000	VAL

- \* VAL : Valorisation  
DC2 : Décharge de classe II  
IE : Incinération avec récupération d'énergie  
IS : Incinération sans récupération d'énergie  
PC1 : Traitement physico-chimique pour récupération  
DC1 : Décharge de Classe I

### **13.3 - Caractérisation des déchets**

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluants (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois ou déchets du type urbain), une évaluation des tonnages produits est réalisée.

Les autres déchets, c'est à dire les déchets spéciaux, et en particulier les suies et les cendres d'incinération, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon normes NF, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

Cette identification est renouvelée au moins tous les deux ans.

### **13.4 - Elimination**

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux Installations Classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Nonobstant les indications de l'article 13.2 ci-dessus, les déchets d'emballages des produits seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux Installations Classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

Les huiles de vidange des différents équipements sont stockées dans un réservoir étanche avant traitement dans un centre agréé.

### **13.5 - Comptabilité - Autosurveillance**

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature officielle publiée au journal Officiel du 11 novembre 1997 ;
- type et quantité de déchets produits ;
- opération ayant généré chaque déchet ;
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- nom et adresse des centres d'élimination ;
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

## TITRE VI : SECURITE

### ARTICLE 14 : SECURITE

#### 14.1 - Organisation générale

14.1.1 - L'exploitant établit et tient à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

#### 14.1.2 - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- la maintenance et la sous-traitance ;
- l'approvisionnement en matériel et matière ;
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Ces dispositions sont tenues à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

14.1.3 - Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une année.

14.1.4 - La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

#### 14.2 - Alimentation électrique de l'établissement

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques ;
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

#### **14.3 - Sûreté du matériel électrique**

L'établissement est soumis aux dispositions de l'Arrêté du 31 mars 1980 (Journal Officiel du 30 avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées ou susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

Un plan de zonage doit être établi et transmis à l'Inspecteur des Installations Classées dans un délai de deux mois à compter de la signature du présent Arrêté.

##### **14.3.1 - Matériel électrique de zone à risque d'explosion**

La définition des zones à risque d'explosion s'effectue sous la responsabilité de l'exploitant. Un plan de l'établissement où figurera le tracé de ces zones sera transmis à l'Inspecteur des Installations Classées dans un délai de deux mois à compter de la signature du présent Arrêté.

Dans ces zones, il ne doit exister d'autres canalisations et appareils électriques que ceux nécessaires à l'alimentation et à la commande du matériel utilisé dans les dites zones.

Tous les câbles doivent être supportés et protégés contre les chocs sur tout leur parcours et raccordés aux appareils conformément aux indications données par les certificats d'homologation.

Dans ces zones de sécurité, toutes les parties susceptibles d'emmagasiner les charges électriques (éléments de construction, appareillage, conduits, supports, etc...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur.

**14.3.2 -** Toutes les installations de stockage et de distribution de produits contenant des solvants font l'objet de liaisons équipotentielle et d'une mise à terre conforme aux normes en vigueur.

#### **14.4 - Clôture de l'établissement**

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de deux mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

#### **14.5 - Accès**

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

#### **14.6 - Détections en cas d'accident**

Les moyens de détection, conformes aux normes en vigueur, comportent :

- des moyens fixes de détection de flamme judicieusement répartis à proximité des postes de préparation des encres, des circuits de transport de solvant, des rotatives, des postes de nettoyage du matériel, des zones de stockage de papier et de solvant. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits ou matériaux concernés ;

- tout autre moyen de détection jugé adéquat.

Leurs position, caractéristique et nombre sont définis sous la responsabilité de l'exploitant et au besoin en conformité avec les règles professionnelles d'usage.

#### **14.7 - Equipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

### **ARTICLE 15 : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

#### **15.1 - Protection contre la foudre (Arrêté Ministériel du 28 janvier 1993)**

**15.1.1** - Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

**15.1.2** - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C17-100 ou à toute autre norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté Européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

**15.1.3 - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 15.1.1 ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.**

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

**15.1.4 - Les pièces justificatives du respect des articles 15.1.1, 15.1.2 et 15.1.3 ci-dessus sont tenues à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.**

## **15.2 - Moyens de secours**

### **15.2.1 - Moyens d'intervention internes à l'établissement**

L'établissement est pourvu de moyens de lutte conformes aux normes en vigueur et comportant :

- des extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques à combattre répartis à l'intérieur de l'établissement bien visibles et toujours facilement accessibles ;

- au minimum, deux extincteurs homologués NF MIH.55B pour le dépôt de liquides inflammables ;

- du sable en quantité suffisante maintenu à l'état meuble et des pelles pour répandre ce sable sur les fuites et écoulements éventuelles de liquides inflammables ;

- des dispositifs d'extinction automatique ou manuels appropriés répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles ;

- des Robinets d'Incendie Armés, judicieusement répartis et protégés du gel ;

- d'un poste d'eau pouvant assurer un débit de quinze litres par minute par mètre de circonférence du plus gros réservoir de liquide inflammable non enterré. Ce poste d'eau peut être remplacé par une réserve d'eau suffisante pour assurer ce débit pendant une heure trente ;

- tout autre moyen d'extinction jugé adéquat.

Leurs position, capacité et nombre sont définis sous la responsabilité de l'exploitant et au besoin en conformité avec les règles professionnelles d'usage.

### **15.2.2 - Moyens d'intervention externes à l'établissement**

Un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de bouches ou poteaux d'incendie normalisés en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation.

### **15.3 - Conception des bâtiments et accès**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments et dépôts sont accessibles facilement par les Services de Secours.

Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des Services d'Incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les locaux à risques d'explosion ou d'incendie seront équipés d'au moins deux issues opposées, selon les règles d'usage (ouverture vers l'extérieur, poignées antistatiques).

### **15.4 - Consignes incendie**

Les consignes incendie sont portées à la connaissance du personnel, affichées et précisent notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- la composition des équipes d'intervention ;
- la fréquence des exercices ;
- les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours ;
- le mode d'alerte et de transmission ;
- les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer les appels ;
- les personnes à prévenir en cas de sinistre ;
- les moyens d'évacuation du personnel.

Le responsable de l'établissement doit veiller à la formation sécurité de son personnel et à la constitution si besoin, d'équipes d'intervention entraînées.

### **15.5 - Signalisation**

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'Arrêté du 04 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours ;
- des stockages présentant des risques ;
- des locaux à risques ;
- des boutons d'arrêt d'urgence ;

ainsi que les diverses interdictions.

### **15.6 - Permis de feu**

Dans les locaux et zones susceptibles de présenter des risques d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier a nommément désignée.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être à l'arrêt et avoir été débarrassée de toutes poussières ou d'atmosphère de gaz inflammable ou toxique.

Des visites de contrôle sont effectuées après toute intervention.

#### **15.7 - Feux nus**

Les feux nus ou les équipements assimilés à des feux nus sont interdits à l'intérieur des locaux et zones susceptibles de présenter des risques d'explosion.

La définition des feux nus est celle donnée à l'article 111 des Arrêtés Ministériels du 09 novembre 1972 modifiés le 04 décembre 1975 relatifs aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides.

15.8 - Il est interdit de fumer dans tous les ateliers en dehors des zones spécialement réservées à cet effet.

### **ARTICLE 16 : ORGANISATION DES SECOURS**

#### **16.1 - Plan de secours**

L'exploitant est tenu d'établir, en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours et dans un délai de six mois à compter de la signature du présent arrêté, un Plan d'Intervention Interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le plan est transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours et au Service Interministériel Départemental des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

#### **16.2 - Accident - Incident**

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il juge utiles afin d'en limiter les effets.

Il doit veiller à l'application du Plan d'Intervention Interne et il est responsable de l'information des Services Administratifs et des Services de Secours concernés.



<p style="text-align: center;"><b>TITRE VII : PRESCRIPTIONS PROPRES A CERTAINES ACTIVITES</b></p>
---

**ARTICLE 17 : INCINERATION DE DECHETS INDUSTRIELS**

**17.1 - Généralités**

L'installation a pour activité principale la récupération d'énergie par incinération de papiers, cartons, bois, polyéthylène et plastiques divers à l'exclusion de PVC et saran, ou plus généralement à l'exclusion de toutes matières susceptibles d'occasionner des dégagements de chlore.

Elle comporte une unité de broyage des déchets, un système de transport pneumatique de ces déchets broyés, un silo de stockage, un four d'incinération rotatif, une chaudière de récupération de chaleur, un dépoussiéreur et une cheminée d'évacuation des fumées.

Ses caractéristiques sont les suivantes :

- une capacité de traitement journalière de 4,5 tonnes de déchets à l'exclusion de toutes matières susceptibles d'occasionner des dégagements chlorés ;
- une puissance thermique maximale de 1 708 thermies par heure ;
- une puissance électrique de broyage maximale installée de 41 kW.

**17.2 - Collecte des déchets**

Des récipients de deux couleurs différentes sont mis en oeuvre pour la collecte des déchets qui sont regroupés en produits dont l'incinération est autorisée et en produits devant être évacués en décharge autorisée.

**17.3 - Traitement et élimination des déchets**

**17.3.1 - Dispositions générales**

L'incinération de résidus liquides et solides autres que ceux définis à l'article 17.1 du présent Arrêté ne peut avoir lieu sur le site.

Tous les stockages doivent être conçus de façon qu'il ne puisse se produire d'envol de déchets ou de cendres dans l'environnement.

**17.3.2 - Dispositions particulières**

Les produits à incinérer doivent être portés pendant au moins deux secondes à une température toujours supérieure à 800°C. Au démarrage de l'installation, les déchets ne peuvent être introduits dans le four qu'après que la température de celui-ci ait été portée à 800°C à l'aide d'un brûleur à gaz.

Les conditions d'exploitation de l'incinérateur doivent être telles que la teneur en imbrûlés des cendres n'excède pas 3% de leur poids sec.

Les cendres sont stockées dans des bennes étanches ou tout autre dispositif équivalent avant d'être évacuées dans une décharge autorisée.

b) le taux de travail des enveloppes métalliques, calculé en supposant le réservoir rempli d'un liquide de densité égale à 1, doit être au plus égal à 50% de la résistance à la traction.

Les réservoirs visés aux 1° et 2° ci-dessus doivent être conçus et fabriqués de telle sorte qu'en cas de surpression accidentelle, il ne se produise de déchirure au-dessous du niveau normal d'utilisation.

18.7.3 - Les réservoirs visés au 18.7.2 doivent subir, sous le contrôle d'un service compétent, un essai de résistance et d'étanchéité comprenant les opérations suivantes :

a) premier essai :

- remplissage d'eau jusqu'à une hauteur dépassant de 0,10 mètre la hauteur maximale d'utilisation ;
- obturation des orifices ;
- application d'une surpression de cinq millibars par ajout de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir une surpression.

b) deuxième essai :

- mise à l'air libre de l'atmosphère du réservoir ;
- vidange partielle jusqu'à une hauteur d'environ un mètre (cette hauteur devant être d'autant plus faible que la capacité du réservoir est elle-même faible) ;
- obturation des orifices ;
- application d'une dépression de deux millibars cinq par vidange de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir cette dépression.

## **18.8 - Equipement des réservoirs**

18.8.1 - Les réservoirs doivent être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent pas se déplacer sous l'effet du vent, des eaux ou des trépidations.

18.8.2 - Le matériel d'équipement des réservoirs doit être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les vannes de piétement doivent être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité.

18.8.3 - Les canalisations doivent être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

18.8.4 - Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu. Ce dispositif ne doit pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct doit être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

18.6 - Si le dépôt est situé dans un bâtiment à usage multiple, éventuellement surmonté d'étages, les éléments de construction du local du dépôt, qui est installé en rez-de-chaussée ou en sous-sol, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi coupe-feu de degré deux heures ;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré deux heures ;
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure.

Les portes s'ouvrent vers l'extérieur et doivent permettre le passage facile des emballages.

Ce local ne commande ni un escalier, ni un dégagement quelconque.

Ce local est largement ventilé, toutes dispositions étant prises pour qu'il ne puisse en résulter d'inconfort, de gêne ou de danger pour les tiers.

### 18.7 - Réservoirs

18.7.1 - Les liquides inflammables sont renfermés dans des récipients qui peuvent être soit des bidons, soit des fûts, soit des réservoirs fixes.

Ces récipients sont fermés. Ils doivent porter en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé. Ils sont incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et doivent présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Les liquides inflammables nécessitant un réchauffage sont exclusivement stockés dans des réservoirs métalliques.

Le dépôt ne contient des liquides inflammables dans des récipients en verre que si ces derniers ont une capacité unitaire maximum de deux litres ou s'ils sont garantis par une enveloppe métallique étanche, convenablement ajustée pour les protéger efficacement. Les récipients en verre non garantis par une enveloppe métallique sont stockés dans des caisses rigides comportant des cloisonnements empêchant le heurt de deux récipients.

18.7.2 - Les réservoirs fixes métalliques doivent être construits en acier soudable. Ils peuvent être de différents types, généralement cylindriques à axe horizontal ou vertical.

1° S'ils sont à axe horizontal, ils doivent être conformes à la norme NF M-88512 et, sauf impossibilité matérielle due au site, être construits en atelier.

2° S'ils sont à axe vertical et construits sur chantier, ils doivent être calculés en tenant compte des conditions suivantes :

a) leur résistance mécanique doit être suffisante pour supporter :

- le remplissage à l'eau et les surpression et dépression définies au 18.7.3 ;
- le poids propre du toit ;
- les effets du vent et la surcharge due à la neige en conformité avec les règles NV du Ministère de l'Équipement ;
- les mouvements éventuels du sol.

b) le taux de travail des enveloppes métalliques, calculé en supposant le réservoir rempli d'un liquide de densité égale à 1, doit être au plus égal à 50% de la résistance à la traction.

Les réservoirs visés aux 1° et 2° ci-dessus doivent être conçus et fabriqués de telle sorte qu'en cas de surpression accidentelle, il ne se produise de déchirure au-dessous du niveau normal d'utilisation.

18.7.3 - Les réservoirs visés au 18.7.2 doivent subir, sous le contrôle d'un service compétent, un essai de résistance et d'étanchéité comprenant les opérations suivantes :

a) premier essai :

- remplissage d'eau jusqu'à une hauteur dépassant de 0,10 mètre la hauteur maximale d'utilisation ;
- obturation des orifices ;
- application d'une surpression de cinq millibars par ajout de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir une surpression.

b) deuxième essai :

- mise à l'air libre de l'atmosphère du réservoir ;
- vidange partielle jusqu'à une hauteur d'environ un mètre (cette hauteur devant être d'autant plus faible que la capacité du réservoir est elle-même faible) ;
- obturation des orifices ;
- application d'une dépression de deux millibars cinq par vidange de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir cette dépression.

## 18.8 - Equipement des réservoirs

18.8.1 - Les réservoirs doivent être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent pas se déplacer sous l'effet du vent, des eaux ou des trépidations.

18.8.2 - Le matériel d'équipement des réservoirs doit être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les vannes de piétement doivent être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité.

18.8.3 - Les canalisations doivent être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

18.8.4 - Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu. Ce dispositif ne doit pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct doit être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Il appartient à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

**18.8.5** - Chaque réservoir fixe doit être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comporte un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques éditées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage doit être fermé par un obturateur étanche.

Dans la traversée des cours et des sous-sols, les raccords non soudés des canalisations de remplissage ou de vidange des réservoirs doivent être placés en des endroits visibles et accessibles, ou bien ils doivent être protégés par une gaine étanche, de classe MO et résistante à la corrosion.

Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit peuvent n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice, doivent être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

**18.8.6** - Si plusieurs réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, la canalisation de liaison doit avoir une section au moins égale à la somme de celles des canalisations de remplissage. La canalisation de liaison doit comporter des dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir.

**18.8.7** - Chaque réservoir doit être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne, ni obturateur. Ces tubes doivent être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes. Ces orifices doivent déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils doivent être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

## **18.9 - Installations électriques**

**18.9.1** - Toutes installations électriques autres que celles nécessaires à l'exploitation du dépôt sont interdites.

Les installations électriques du dépôt doivent être réalisées avec du matériel normalisé qui peut être de type ordinaire, mais installé conformément aux règles de l'art.

Est notamment interdite l'utilisation de lampes suspendues à bout de fil conducteur.

**18.9.2** - Si des lampes dites "baladeuses" sont utilisées dans le dépôt, elles doivent être conformes à la norme NF C-61710.

**18.9.3** - Le matériel électrique utilisé à l'intérieur des réservoirs et de leurs cuvettes de rétention doit être de sûreté et un poste de commande au moins doit être prévu hors de la cuvette.

### **18.10 - Installations annexes**

18.10.1 - Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaufferie, moteur, atelier d'emploi), il doit être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif, fournis par l'installateur, doivent être conservés avec les documents relatifs à l'installation et tenus à disposition du service chargé du contrôle des Installations Classées.

18.10.2 - Il doit exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé en dehors des locaux contenant les équipements précités, manoeuvrable manuellement indépendamment de tout autre asservissement.

Une pancarte très visible doit indiquer le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'accident.

### **18.11 - Protection contre l'incendie**

18.11.1 - Les réservoirs doivent être reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms. Par ailleurs, toutes les installations métalliques du stockage doivent être reliées par une liaison équipotentielle.

18.11.2 - Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.

Cette interdiction doit être affichée de façon apparente aux abords du dépôt ainsi qu'à l'extérieur de la cuvette de rétention.

### **18.12 - Exploitation et entretien des dépôts**

18.12.1 - L'exploitation et l'entretien des dépôts doivent être assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite doit indiquer les modalités de l'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable.

Cette consigne doit être affichée, en permanence et de façon apparente à proximité des dépôts.

18.12.2 - La protection des réservoirs, accessoires et canalisations contre la corrosion externe doit être assurée en permanence.

## **ARTICLE 19 : ATELIERS DE REPRODUCTION GRAPHIQUE SUR MATIERES PLASTIQUES**

### **19.1 - Généralités**

La reproduction graphique sur matières plastiques est assurée par :

- trois machines d'héliogravure avec séchage thermique ;
- la machine H8 (six groupes d'impression + un poste enduction + un poste vernis) ;
- la machine H9 (neuf groupes d'impression + un poste enduction) ;
- la machine H10 (huit groupes d'impression) ;

- trois machines de complexage avec séchage thermique ;
- la machine DP6 (un poste d'enduction) ;
- la machine DP9 (deux postes d'enduction) ;
- la machine DP10 (un poste d'enduction - colle sans solvant -).

19.2 - Les locaux comprenant des stockages d'encres combustibles et de solvants inflammables sont situés à une distance suffisante des installations d'utilisation ou à défaut protégés par des mesures constructives pour qu'il ne puisse y avoir propagation d'un incendie ; ils sont convenablement aérés. Le sol de ces locaux est aménagé en capacité de rétention pouvant retenir la totalité des fluides entreposés.

19.3 - La combustibilité d'une encre est appréciée par la norme NF T 30 068 (décembre 1983) relative au comportement au feu des produits liquides.

19.4 - L'exploitant doit pouvoir justifier à l'Inspection des Installations Classées des quantités d'encre et de solvants reçus dans son établissement, et des quantités stockées.

19.5 - Les opérations de manipulation d'encres ou de solvants, inflammables ou combustibles, pour leur préparation doivent être exécutées dans un local spécialement conçu à cet effet. Le sol de ces locaux est aménagé en capacité de rétention.

Les opérations de manipulation d'encres et de solvants non inflammables ou incombustibles pour leur préparation doivent être exécutées sur une aire étanche construite de façon à collecter les égouttures.

19.6 - Les éléments de construction de l'atelier d'impression présentent les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

- murs et parois : coupe-feu de degré deux heures ;
- portes : pare-flamme de degré une demi-heure ;
- couverture : incombustible ;
- plafond : coupe-feu de degré une heure ;
- sol : imperméable et incombustible.

Les portes, au nombre de deux au moins, sont coupe-feu de degré une demi-heure si elles donnent sur un intérieur et pare-flammes de degré une demi-heure si elles donnent sur l'extérieur. Elles sont munies de fermetures automatiques s'ouvrant dans le sens de la sortie et ne comportent aucun dispositif de condamnation (serrure, verrou, etc).

19.7 - L'atelier ne commande ni un escalier ni un dégagement quelconque. Il n'est pas surmonté, autant que possible, de locaux occupés par des tiers ou habités. Dans le cas contraire, ces locaux ont un dégagement indépendant, et le plancher haut de l'escalier est en matériaux coupe-feu de degré deux heures et doivent présenter des éléments de construction ayant des caractéristiques identiques à celles mentionnées à l'article 19.6.

Ces installations ne commandent pas l'issue ou le dégagement de locaux occupés ou habités ; elles ont au moins une issue directe sur l'extérieur.

19.8 - Le séchage est effectué dans une enceinte (étuve, tunnel, cabine, etc) dont la température ambiante ne doit pas dépasser 80°C. L'installation est chauffée, soit par circulation d'eau chaude ou de vapeur d'eau ou d'air chaud, soit par rayonnement infra-rouge, soit par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes ; à l'intérieur de l'enceinte, les parois chauffantes ne doivent présenter aucun point nu porté à une température supérieure à 150°C, sans foyer dans l'atelier.

19.9 - Les locaux abritant les fours de séchage ou de cuisson sont construits en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré deux heures. Ils sont sans communication directe avec les ateliers ou magasins de l'établissement ou équipés de portes coupe-feu.

Le sol est imperméable et incombustible.

19.10 - Les vapeurs provenant du séchage ou de la cuisson sont évacuées à l'extérieur, de sorte qu'elles ne se répandent pas dans l'atelier, mais sans qu'il puisse en résulter toutefois d'inconfort ou d'insalubrité pour le voisinage.

19.11 - Si l'emplacement de l'atelier et ses conditions d'exploitation laissent persister cependant des odeurs gênantes pour le voisinage, un dispositif efficace de captation ou de désodorisation des gaz, vapeurs ou poussières peut être exigé (tel que colonne de lavage, appareil d'absorption, etc).

En aucun cas, les liquides et produits ainsi récupérés ne doivent être rejetés à l'égout.

## **ARTICLE 20 : EMPLOI DE MATIERES PLASTIQUES**

### **20.1 - Généralités**

Les installations du site produisent :

- 16 tonnes par jour de plastique par coextrusion.

L'atelier de découpage utilise 50 tonnes par jour de produit.

### **20.2 - Mesures constructives**

Les éléments de construction de l'atelier présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré deux heures ;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré deux heures ;
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure ;
- portes donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré une demi-heure.

## **ARTICLE 21 : TRAITEMENT DES METAUX PAR VOIE ELECTROLYTIQUE**

### **21.1 - Généralités**

Le traitement des métaux par voie électrolytique s'effectue grâce à un procédé utilisant des liquides.

L'atelier de chromage des cylindres comporte quatre cuves de 1,76 m³.



## **21.2 - Aménagements**

21.2.1 - Les appareils (fours, cuves, filtres, canalisations, stockage...) susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toute nature, ou des sels fondus ou en solution dans l'eau sont construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus, sur les surfaces en contact avec le liquide, d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

21.2.2 - Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toute nature ou des sels à une concentration supérieure à un gramme par litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention est au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à cinquante pour cent du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée située dans l'emplacement à protéger.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et les liaisons. Elles sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

21.2.3 - Les systèmes de rétention sont conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler (cyanure et acides, hypochlorite et acides...).

21.2.4 - Les réserves de cyanures, d'acide chromique et de sels métalliques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant le dépôt de cyanures ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermetures de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée.

21.2.5 - Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur des bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

Autant que faire se peut, le circuit de régulation thermique ne comprendra pas de circuits ouverts. En tout état de cause, le débit d'eau de refroidissement sera le plus faible possible.

21.2.6 - L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

## **21.3 - Exploitation**

21.3.1 - Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

21.3.2 - Seul un préposé nommément désigné et spécialement formé a accès aux dépôts de cyanures, d'acide chromique et de sels métalliques.

Celui-ci ne délivre que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains ; ces produits ne doivent pas séjourner dans les ateliers.

21.3.3 - Les bains de traitement sont éliminés en tant que déchet par une société dûment autorisée.

21.3.4 - Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité sont établies et affichées en permanence dans l'atelier.

Ces consignes spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité ;
- les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;
- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ;
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance ;
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

## **ARTICLE 22 : INSTALLATIONS DE MELANGE OU D'EMPLOI DE LIQUIDES INFLAMMABLES**

Les installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables sont :

- le local de nettoyage : deux tonnes de produits ;
- la préparation des encres : neuf tonnes de produits ;
- la préparation des colles : neuf tonnes de produits.

22.1 - Les éléments de construction de l'atelier présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré deux heures ;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré deux heures.

Les portes donnant vers l'intérieur sont coupe-feu de degré une demi-heure, celles donnant vers l'extérieur sont pare-flammes de degré une demi-heure. Elles sont à fermeture automatique et s'ouvrent vers l'extérieur.

22.2 - L'atelier est au rez-de-chaussée, il n'est surmonté d'aucun étage occupé par des tiers ou habité. Il ne commande ni un escalier ni un dégagement quelconque.

22.3 - Le sol de l'atelier est imperméable, incombustible et disposé de façon à constituer une cuvette de retenue telle que les égouttures ou, en cas d'accident, les liquides contenus dans les récipients ou les appareils ne puissent s'écouler au dehors.

22.4 - L'atelier est largement ventilé et de telle façon que le voisinage ne soit pas incommodé par des émanations.

22.5 - Les récipients dans lesquels sont employés les liquides inflammables sont clos aussi complètement que possible.

Les récipients contenant des liquides inflammables doivent porter en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu.

22.6 - On ne conserve dans l'atelier que la quantité de liquides inflammables strictement nécessaire pour le travail de la journée.

Le dépôt de ces liquides est placé en dehors de l'atelier, à une distance suffisante pour qu'il ne puisse pas y avoir propagation réciproque immédiate d'incendie ; son sol est imperméable, incombustible et en forme de cuvette susceptible de retenir la totalité des liquides en cas de rupture des récipients.

22.7 - Le chauffage des ateliers ne peut se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. Tout autre procédé de chauffage peut être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

Le local abritant la chaudière est construit en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré deux heures. Il est sans communication directe avec les ateliers de mélange et d'emploi de liquides inflammables.

22.8 - S'il y a chauffage des liquides utilisés, ce chauffage est obtenu par circulation d'eau chaude ou de vapeur d'eau à basse pression ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes de sécurité.

22.9 - Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction est affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée.

22.10 - Il existe des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière). Ces interrupteurs sont placés en dehors de l'atelier sous la surveillance d'un préposé responsable qui coupe le courant force dès la cessation du travail.

22.11 - Les opérations de broyage, malaxage, centrifugation et autres, de même nature, en présence de liquides inflammables, s'effectuent dans des appareils clos. Ces appareils, ainsi que les canalisations servant éventuellement à leur alimentation, sont reliés à un bon sol humide par une connexion métallique (mise électrostatique à la terre).

22.12 - L'emploi d'air ou d'oxygène comprimés pour effectuer le transvasement ou la circulation des liquides est rigoureusement interdit.

## **ARTICLE 23 : SECHAGE DES VERNIS ET COLLE**

L'activité de séchage des vernis et colle représente une capacité de quatre tonnes par jour.

23.1 - L'atelier est construit en matériaux résistant au feu. Les parois sont coupe-feu de degré deux heures, la couverture incombustible. Le sol est imperméable et incombustible.

Les portes, au nombre de deux au moins, sont coupe-feu de degré une demi-heure si elles donnent sur un intérieur et pare-flammes de degré une demi-heure si elles donnent sur l'extérieur. Elles sont munies de fermetures automatiques s'ouvrant dans le sens de la sortie et ne comportent aucun dispositif de condamnation (serrure, verrou, etc).

23.2 - L'atelier ne commande ni un escalier ni un dégagement quelconque. Il n'est pas surmonté, autant que possible, de locaux occupés par des tiers ou habités. Dans le cas contraire, ces locaux ont un dégagement indépendant, et le plancher haut de l'escalier est en matériaux coupe-feu de degré deux heures.

23.3 - Le séchage est effectué dans une enceinte (étuve, tunnel, cabine, etc) dont la température ambiante ne doit pas dépasser 80°C. L'installation est chauffée, soit par circulation d'eau chaude ou de vapeur d'eau ou d'air chaud, soit par rayonnement infra-rouge, soit par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes ; à l'intérieur de l'enceinte, les parois chauffantes ne doivent présenter aucun point nu porté à une température supérieure à 150°C, sans foyer dans l'atelier.

23.4 - Les locaux abritant les fours de séchage ou de cuisson sont construits en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré deux heures. Ils sont sans communication directe avec les ateliers ou magasins de l'établissement.

Le sol est imperméable et incombustible.

23.5 - Les vapeurs provenant du séchage ou de la cuisson sont évacuées à l'extérieur, de sorte qu'elles ne se répandent pas dans l'atelier, mais sans qu'il puisse en résulter toutefois d'inconfort ou d'insalubrité pour le voisinage.

#### **ARTICLE 24 : INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION**

Les prescriptions régissant ces activités sont celles des Arrêtés types correspondants.

<b>TITRE VIII : DISPOSITIONS GENERALES</b>
--

#### **ARTICLE 25 : DISPOSITIONS APPLICABLES**

##### **25.1 - Modifications**

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet ;
- des Services d'Incendie et de Secours ;
- de la Direction Départementale de la Sécurité Civile ;
- de l'Inspection des Installations Classées

et faire l'objet d'une mise à jour du Plan d'Intervention dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'Autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'Autorisation.

## **25.2 - Délais de prescriptions**

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

## **25.3 - Cessation d'activités**

En cas de cessation d'activité, l'exploitant remet son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976.

L'exploitant notifie au Préfet la date de cette cessation au moins un mois avant celle-ci.

Il est joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce dernier précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, et pouvant comporter notamment :

- 1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;
- 2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- 3°) l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- 4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

## **25.4 - Hygiène et sécurité**

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

## **25.5 - Délai et voie de recours (article 14 de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976)**

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## **ARTICLE 26**

Cet Arrêté abroge toutes les prescriptions antérieures dont les dispositions seraient contraires, en particulier celles imposées par :

- l'Arrêté Préfectoral du 18 juin 1985 autorisant l'exploitation d'un incinérateur de déchets plastiques ;
- l'Arrêté Préfectoral du 28 mars 1975 autorisant l'exploitation d'une usine de fabrication d'emballages plastiques et de conditionnement ;
- l'Arrêté Préfectoral du 16 février 1973 autorisant l'exploitation d'une chaufferie avec trois cheminées et stockage de fioul enterré ;
- l'Arrêté du 04 juillet 1972 autorisant la fabrication d'emballages plastiques et de conditionnement ;
- le récépissé de Déclaration du 19 mai 1987 relatif à l'atelier de coextrusion de films plastiques.

ARTICLE 27 :

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie d'ARRAS et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de cette installation sera affiché à la Mairie d'ARRAS. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

ARTICLE 28 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à M. le Directeur de la Société SOPLARIL et au Maire de la Ville d'ARRAS.

Arras, le 6 janvier 1999

POUR LE PREFET,  
LE SECRETAIRE GENERAL,

Signé : Philippe CHERVET.

Ampliation destinée à :

- M. le Directeur de la SA SOPLARIL  
418, Cours Michelet - 92800 PUTEAUX
- M. le Maire d'ARRAS
- M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,  
Inspecteur des Installations Classées à DOUAI
- Dossier
- Chrono



POUR LE PREFET,  
LE CHEF DE BUREAU DELEGUE,

*Michèle VACQUERY*  
Michèle VACQUERY.